

Mémoire de la

Fraternité des policiers et policières de Montréal

*Consultation prébudgétaire
de la Ville de Montréal*

23 août 2020

Note liminaire sur la consultation prébudgétaire et son sondage

Il n'aura échappé à personne que le *sondage* mis en ligne par l'Administration municipale a été structuré pour tenter de justifier une diminution des ressources policières. Ses questions et ses choix de réponse sont manifestement tendancieux, plaçant la police en premier de seulement trois choix explicites pour couper dans les services tout en omettant de placer la sécurité publique dans les choix d'investissement.

La Fraternité estime qu'aucun sondeur sérieux ne considérerait valides les résultats de ce questionnaire web auquel n'importe quel groupe de pression pouvait inviter ses sympathisants à répondre à répétition. D'évidence, cette manœuvre produira des résultats sans aucune valeur probante. Plusieurs experts se sont d'ailleurs déjà prononcés en ce sens.

Sérieusement

La Fraternité est consciente que Montréal doit relever des défis budgétaires majeurs dans un contexte inédit.

En temps de crise, il devient encore plus pertinent que les élus connaissent les impacts que leurs décisions auraient sur la population de l'île de Montréal.

Certes, la Fraternité défend vigoureusement ses membres qui comptent parmi ceux et celles qui ont les tâches les plus exigeantes, variées, dangereuses, exposées, commentées, surveillées et jugées de notre société libre et démocratique. Plus que jamais, ils ont besoin d'un syndicat solide.

Néanmoins, la Fraternité s'exprime ici pour défendre le public contre des pressions favorisant une baisse de la sécurité des citoyens et citoyennes, pression venant de courants situés en marge de la réalité montréalaise.

En effet, l'Administration semble accorder considération à des voies invalidées par la science criminologique et nous nous inquiétons lorsque des discours déraisonnables, surtout en temps de crise, se hissent au rang de discussions prétendument sérieuses.

Soyons clairs : le *définancement* du SPVM provoquerait assurément une dégradation de la sécurité publique à Montréal.

Par conséquent, la Fraternité demande aux élus de **ne pas compromettre la sécurité du public par des décisions idéologiques** pouvant durablement miner la qualité de vie dans la métropole du Québec.

De fait, avec environ 90% en rémunération et de nombreux équipements, véhicules et immeubles spécialisés (**sans compter les caméras personnelles à implanter**), le budget du SPVM est **incompressible** à moins de mettre de nombreux policiers à pied. Et **mettre des policiers à pied provoquerait nécessairement la fermeture de postes de quartier (PDQ) et une augmentation des délais de réponse aux appels**. En découlerait vraisemblablement une augmentation majeure du temps supplémentaire, une usure des troupes et une hausse des arrêts de travail. Sur de telles bases, une déliquescence du SPVM serait clairement appréhendable.

La situation devrait ensuite être redressée mais les effets auraient eu le temps d'augmenter le nombre de victimes d'une criminalité que nous aurions échoué à prévenir.

Il nous importe donc de mettre les pendules à l'heure.

Le budget de la police est très raisonnable

À ceux qui répètent que les coûts de la police montent sans cesse, rappelons que le pourcentage du budget de Montréal allant au SPVM était de 13,4% en 2010 et qu'il est présentement de 10,8%, **une baisse majeure**.

De plus, selon un récent classement effectué par le Globe and Mail (17 août dernier), sur les 25 plus gros services de police municipaux du Canada, 20 desdits services de police accaparent une proportion du budget municipal supérieure à ce que l'on retrouve à Montréal. Cette proportion est même deux fois plus élevée à Vancouver qu'à Montréal. Quant à Toronto, qui en effet dépense une proportion moins grande que Montréal en services policiers, il faut bien noter que depuis les restrictions budgétaires imposées à son service de police au courant des dernières années, elle subit une grave crise de violence urbaine avec une multiplication inédite des fusillades. Voilà qui devrait faire réfléchir des décideurs avertis. Surtout que la rhétorique prétendant à une perte de contrôle des coûts en matière de police à Montréal est totalement infondée.

Moins d'effectifs signifie moins de PDQ

Le modèle de la police de quartier demande davantage de policiers pour maintenir une masse critique dans un nombre plus élevé de postes. C'est le **coût de la police de proximité**. Dès la création des PDQ en 1997, la Fraternité avait d'ailleurs souligné que compte tenu de la taille des effectifs, le nombre optimal de PDQ serait d'environ 25, alors que de son côté la Ville en voulait une cinquantaine. Le temps a donné raison à la Fraternité (le nombre de PDQ ayant été réduit à 31) mais si le budget et les effectifs du SPVM étaient attaqués, à terme il serait incontournable de significativement couper le nombre de PDQ.

Par conséquent, les élus qui s'opposent aux fusions de poste tout en envisageant le *définancement* se situent à l'extérieur de la réalité budgétaire et prônent une chose et son contraire.

Rappelons également que les effectifs sont sensiblement restés les mêmes sur l'île de Montréal (autour de 4500 policiers et policières) depuis le début du siècle alors que la population actuelle de plus de deux millions d'habitants a, depuis 2001 seulement, augmenté de plus de **200 000 personnes**. En vingt ans, cette augmentation démographique équivaut à l'ajout sur l'île de Montréal des populations de Trois-Rivières et Shawinigan réunies.

Depuis des années la Fraternité réclame davantage de travailleurs sociaux, de travailleurs de rue et de soutien en santé mentale

Avec 33 000 appels annuellement générés par des personnes en crise de santé mentale, les policiers et policières de Montréal réclament depuis près d'une décennie davantage de soutien psychosocial et d'intervenants.

Pourtant, encore à ce jour, **l'ÉSUP** (Équipe de soutien aux urgences psychosociales du SPVM) **ne compte que six policiers et quatre intervenants sociaux**.

Regroupés en duos mixtes (un policier et un intervenant social), ils patrouillent dans le même véhicule et interviennent en première ligne auprès de personnes en situation de crise ou

dont l'état mental est perturbé (les appels ont au préalable été sécurisés par les patrouilleurs).

Mais leur nombre est nettement insuffisant et le financement pour l'augmenter n'est jamais venu. Il est donc singulier de constater que certains élus (qui votent les budgets) se réveillent en se demandant pourquoi il n'y a pas davantage d'intervenants sociaux disponibles sur certains types d'appels.

Les caméras sur les patrouilleurs vont coûter cher

Il y a déjà une décennie que la Fraternité se montre sympathique aux caméras personnelles, estimant positif que l'on ait accès à l'opération policière complète, pas seulement à quelques secondes non-représentatives et souvent expressément choisies pour faire mal paraître les policiers et policières.

Les élus se sont récemment engagés à mettre en place un système de caméras personnelles pour les patrouilleurs. Ils doivent donc savoir que le rapport de janvier 2019 sur le projet pilote des caméras portatives stipule que **les coûts annuels en main d'œuvre additionnelle, une fois les caméras installées sur 3000 patrouilleurs, sont très importants.** Compte tenu notamment de la complexité légale et du temps de visionnement, de classement et de gestion, on estime le **personnel additionnel** nécessaire à **46 patrouilleurs, 25 enquêteurs, et 117 policiers et civils** au Module de la vidéosurveillance pour répondre aux exigences de production de preuve. Seulement en **main-d'œuvre**, le **coût annuel supplémentaire est estimé à 20 M\$**, sans compter les coûts d'achat et d'implantation du matériel.

Ceux qui considèrent ces coûts surestimés portent le fardeau de la preuve. Car même si les coûts du matériel et du stockage diminuaient ou étaient subventionnés par les paliers supérieurs, les coûts du temps de visionnement et de gestion exigé par le traitement judiciaire des images demeurerait élevés, exigeant beaucoup de temps-personne et dégageant la patrouille d'autant.

En d'autres termes, **ce système sera chronophage** et fera en sorte que pour maintenir le niveau actuel de patrouille, **davantage de policiers seront requis** et une **énorme pression sera mise sur le budget** de fonctionnement.

Chez les **patrouilleurs**, le rapport témoigne de **34 minutes de travail administratif supplémentaire pour une infraction criminelle, de 25 minutes pour les enquêteurs**, le tout sans compter les délais et les coûts additionnels reliés à la cour.

À moins d'augmenter le budget du SPVM, il est impossible d'équiper les patrouilleurs de caméras personnelles sans baisser les services.

Avec une police définancée, qui s'occuperait de plus de 70 000 crimes annuellement déclarés sur l'île de Montréal ? Qui préviendrait des milliers de crimes additionnels ? Qui arrêterait les criminels ?

Nous réitérons qu'il y a longtemps que la Fraternité demande davantage de travailleurs sociaux, de travailleurs de rue et d'intervention du système de santé. Les ravages des

problèmes socioéconomiques et de santé mentale sont notoires, variés et complexes à gérer pour les policiers et policières de Montréal.

Mais malgré les mots, des milliers de personnes sur le territoire verseront toujours dans la violence ...

Par conséquent, hormis les policiers, qui peut s'occuper de **2000 conducteurs arrêtés avec facultés affaiblies**, de **plus de 20 000 crimes annuels contre des personnes**, incluant **agressions sexuelles, vols avec violence, voies de fait** par milliers, **meurtres, proxénétisme, harcèlement criminel** et autres violences qui **causent** chaque année des **milliers de victimes** sur l'île de **Montréal** ? Les coûts humains, psychologiques, sociaux et budgétaires d'une hausse du nombre de victimes sont énormes.

En outre, à part les policiers et policières, qui peut s'occuper de plus de **50 000 crimes contre la propriété** incluant en moyenne **9000 introductions par effraction** ?

Qui peut s'occuper de la récente **augmentation** du nombre d'**armes à feu** en circulation **sur le territoire** ?

Les élus voulant *définancer* la police doivent répondre à ces questions autrement que par des généralités.

La science a déjà répondu

Sans forces policières suffisantes, la science criminologique pointe vers une augmentation du crime, car l'un des éléments qui joue le plus sur la criminalité, ce sont les chances de se faire prendre par la police.

Le criminologue Marc Ouimet le résumait ainsi dans la Presse du 27 juillet dernier :

Définancer en coupant les budgets des services de police aurait nécessairement pour conséquence une baisse des services rendus à la population avec une hausse du temps de réponse aux appels urgents, une présence moins grande dans nos communautés, moins d'enquêtes et moins d'études sur les phénomènes criminels.

Ce à quoi il ajoutait :

Diminuer les ressources policières amènerait une baisse des risques qu'encourent les criminels et les secteurs défavorisés des villes encaisseraient le coup.

Avant de souligner :

Il n'existe à ce jour aucun exemple de définancement de la police qui soit concluant. Mais il existe de nombreux exemples où une neutralisation de la police est liée à une explosion de la criminalité, soit lors de catastrophes naturelles, d'émeutes ou de conflits armés.

Notons au passage que la Ville de Seattle est actuellement poursuivie par des commerçants pour avoir livré une partie de la Ville au non-droit, à l'insécurité et au vandalisme en y restreignant la présence policière.

Une nouvelle criminalité massive s'est ajoutée

Nous manquons déjà cruellement de moyens pour nous occuper des crimes du web. La criminalité électronique est largement sous-estimée et son taux de déclaration à la police tournerait autour de 10% en Occident. Tout le monde convient que cet enjeu est devenu

incontournable. Hors, la Ville doit savoir que les forces policières ne pourront jamais contraindre ce phénomène et limiter le nombre de victimes sans moyens conséquents.

Il n'y a pas trop de policiers et policières à Montréal

Il apparaît plausible que l'Administration municipale ait prêté oreille à un discours qui voit le monde tel qu'il n'est pas. Un monde dans lequel des slogans font disparaître une lourde réalité qui génère de vraies victimes. Une position simpliste voulant qu'il suffise de transférer le budget de la police vers des programmes sociaux pour mieux combattre la criminalité à sa source.

Il serait pourtant manifestement illogique de désorganiser et d'affaiblir la sécurité du public en asséchant les moyens du SPVM pour ajouter une goutte d'eau dans le grand verre de programmes sociaux. L'insécurité qui en découlerait alimenterait un cercle vicieux nécessitant, tôt ou tard, un réinvestissement dans la police et possiblement encore plus d'investissements dans les programmes sociaux.

En d'autres mots, **le financement des programmes sociaux ne peut se faire au prix d'une destruction de l'efficacité policière sans que l'insécurité ne crée de nouveaux problèmes sociaux.** Car relâcher la pression sur les criminels en favorise l'essor et multiplie les victimes. Notre société peut et doit financer les programmes sociaux sans miner la sécurité publique à Montréal. Le crime ne mérite pas de cadeau et encore moins le crime organisé, très présent à Montréal. **La société ne mérite certainement pas non plus que l'on atténue la liberté que lui procure la sécurité.**

Nous savons que la police est appelée à changer et nous avons l'intention de continuer à y participer avec une bonne foi exemplaire. C'est d'ailleurs la Fraternité qui a commandé l'étude la plus complète sur l'avenir du travail policier (remise au gouvernement du Québec et disponible sur notre site web) : <https://www.fppm.qc.ca/medias/lettres/rapport-final-fppm.pdf>

En outre, le **gouvernement du Québec se penche actuellement sur cette question extrêmement complexe qui ne peut supporter l'improvisation.** Car priver le SPVM des moyens de faire son travail serait contreproductif à tous les niveaux.

Plus d'un million d'opérations policières par année

Le SPVM doit livrer plus d'un million d'opérations policières par année et les moyens dont il dispose sont parfois défectueux. Il accuse notamment un retard technologique en matière de communications.

La modernisation de la police ne sera jamais un succès si elle cherche avant tout à réduire les coûts. À cet égard, l'augmentation spectaculaire de la violence urbaine à Toronto au courant des dernières années est corrélée à une diminution des effectifs et des interpellations.

En outre, le crime évolue vite et s'adapte rapidement et les crises économiques en génèrent davantage. Il est donc plausible que les effets économiques de la COVID-19 augmentent l'insécurité au courant des prochaines années.

Attention aux indicateurs sortis de leur contexte

Les taux de criminalité ne doivent plus être considérés comme un indicatif performant pour déterminer les besoins policiers, notamment à cause de la sous-déclaration de certains crimes.

Les indicateurs comme le nombre de policiers per capita ne sont pas très pertinents non plus sans prise en considération des particularités du territoire et du modèle d'organisation policière, en l'occurrence celui des PDQ, qui multiplie le nombre de postes où il faut maintenir une masse critique d'effectifs.

D'autres facteurs auxquels on ne pense pas nécessairement d'emblée peuvent aussi avoir un impact arithmétique. Soulignons que si nous nous enorgueillons avec raison que le pourcentage de femmes policières soit de 33% à Montréal (le plus élevés des grandes villes canadiennes) alors qu'il n'est que de 19% à Toronto, on doit toutefois considérer que le congé de maternité comporte 13 semaines de plus que celui de paternité, ce qui a un impact sur les effectifs disponibles, qui ne peuvent, comme dans d'autres secteurs d'activité, être compensés par une ressource externe pour le temps des congés de maternité, des congés de paternité et des congés parentaux.

En somme...

Nous demandons aux élus d'octroyer au SPVM le budget dont il a besoin pour s'acquitter de sa mission envers les citoyens et citoyennes de Montréal, ce qui signifie garantir un financement conséquent, notamment quant aux coûts reliés au déploiement et à l'utilisation généralisée des caméras personnelles.

Vigilante, la Fraternité s'assurera que tout effet indésirable venant de budgets inadéquats soit connu des citoyens et citoyennes de Montréal.

Sur ce, c'est avec déférence que la Fraternité des policiers et policières de Montréal vous remercie de bien vouloir considérer ce mémoire et vous souhaite une bonne réflexion.